

Sortir du borbier afghan

Mémoire présenté
aux audiences populaires
pour le retrait des troupes canadiennes
de l'AFGHANISTAN

le 9 février 2008
à Montréal

L'Entraide missionnaire
par Suzanne Loiselle, directrice

L'Entraide missionnaire (L'EMI) est un organisme autonome d'Église et regroupe près de 90 instituts religieux et regroupements laïques engagés dans la mission et la solidarité internationale. Organisme d'éducation et de sensibilisation du public, il a pour objectif de répondre aux besoins d'information et de formation sur les enjeux de l'actualité internationale et des relations Nord-Sud. L'EMI n'a pas d'activités à l'étranger. Par ailleurs, ses membres oeuvrent dans tous les continents.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la riposte militaire internationale s'est organisée à la vitesse de l'éclair. La riposte du milieu québécois de la coopération et de la solidarité internationale aussi. Dès le 14 septembre, l'*Association des organismes de coopération internationale* (AQOCI) dont L'EMI est membre, exprimait dans une lettre au premier ministre canadien d'alors, Jean Chrétien, son profond désaccord avec cette logique guerrière et lui rappelait l'urgence de changer la façon de concevoir la sécurité nationale et la lutte au terrorisme, y compris le terrorisme d'État. Selon les ONG, il n'existait pas d'autres voies vers la paix que l'analyse des sources de conflit, le dialogue entre les peuples et le développement durable, fondé sur la justice sociale et le respect des droits humains pour toutes et tous.

Mais c'est la logique de guerre qui a prévalu sur les « voies vers la paix » et les bombardements sur l'Afghanistan ont été déclenchés par les États-Unis et leurs alliés le 7 octobre, presque un mois jour pour jour après les attentats. Dans ce contexte de guerre déclarée, Jean Chrétien autorisait l'opération Apollo, nom de la contribution canadienne à la lutte contre le terrorisme international. Partie prenante de la Coalition internationale commandée par les États-Unis et, à ce titre, le Canada a envoyé un premier contingent de 850 militaires à Kandahar pour une période de six (6) mois pour « faire la chasse aux talibans ». L'EMI a réagi à cet envoi en signant la déclaration publique « Non à la guerre! Non au terrorisme! Pour des relations internationales fondées sur la démocratie, l'égalité et la justice! ». Malgré le développement d'une forte opposition citoyenne, les troupes canadiennes ont été envoyées à nouveau en Afghanistan en 2003 et ont été jointes à la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS), sous l'autorité de l'OTAN. On connaît la suite. Pour soi-disant « faire la chasse aux talibans et participer à la reconstruction du pays », le Canada a pris en charge, en février 2006, le commandement d'importantes opérations militaires à Kandahar alors que des sondages indiquaient clairement que plus de la moitié de la population canadienne et près des trois quarts de la population québécoise s'y opposaient.

Tout au long des dernières années, L'EMI a été partie prenante des nombreux appels du *Collectif Échec à la guerre* au retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. L'EMI a dénoncé à maintes reprises le virage militariste du Canada qui s'est grandement accéléré au cours des dernières années sous le couvert de la « guerre au terrorisme ». Il est scandaleux de constater le renforcement du

partenariat stratégique et militaire d'Ottawa avec Washington, sa participation de plus en plus grande à des missions offensives de l'OTAN au détriment des missions onusiennes de paix, les hausses vertigineuses du budget de la défense et la militarisation de l'aide publique canadienne et ce, en dehors de tout débat public.

Force est de constater que, six (6) ans après l'intervention militaire étrangère en Afghanistan, la situation de ce pays ne s'est guère améliorée : sa population vit toujours dans l'insécurité, l'instauration de la démocratie piétine, les besoins du peuple afghan restent entiers, les droits des femmes ne sont pas protégés, les prisonniers politiques sont torturés, la reconstruction de l'État connaît peu d'avancées, son Parlement est en majorité composé de représentants des seigneurs de la guerre et des barons de l'opium. Dans ce contexte si fragile, la production de l'opium atteint un niveau record cette année, la frontière avec le Pakistan demeure extrêmement poreuse et les talibans sont revenus en force dans le sud du pays. Plus est, Ben Laden, à ce jour, demeure introuvable! Comme l'écrivait l'International Crisis Group (ICG) dans son rapport publié il y a trois jours, *l'insurrection grandissante, six ans après le renversement des talibans, reflète l'échec collectif de s'attaquer aux racines de la violence.*

Le groupe de travail sur l'avenir de l'engagement canadien en Afghanistan, communément appelé comité Manley et dont le coût de fonctionnement s'est élevé à 450 000\$, recommande, dans son rapport publié le 22 janvier, de poursuivre indéfiniment l'engagement militaire du Canada en Afghanistan en vue d'« améliorer les conditions de vie du peuple afghan et de garantir la sécurité du Canada ». Cette recommandation s'articule autour de trois axes : sécurité, gouvernance et développement. Bien que le rapport contienne des informations crédibles sur les difficultés actuelles du pays, ses silences sont troublants, entre autres sur les motifs non avoués de la mission : mise en place d'un gouvernement favorable aux intérêts occidentaux, établissement de bases militaires étasuniennes proches de la frontière iranienne et des ressources de la mer Caspienne, projet de construction d'un gazoduc devant transporter le gaz naturel du Turkménistan vers le Pakistan. Le rapport est également silencieux sur les effets négatifs des opérations de l'armée canadienne en nombre de victimes civiles, de personnes en fuite et en exil, de résidences détruites, de cultures ravagées, de prisonniers envoyés à la torture. Jamais il n'est fait mention que la présence militaire canadienne en Afghanistan, plutôt que de diminuer les risques d'une attaque au Canada, semble au contraire en augmenter la probabilité.

Depuis plusieurs années, L'EMI s'inscrit dans un travail d'opposition à la guerre et de construction de la paix. Agir pour la paix, c'est lutter pour contrer les guerres. À l'instar de beaucoup d'organisations civiles et religieuses, nous dénonçons le recours à la force dans les rapports internationaux et nous croyons que la paix est le fruit de la répartition équitable des richesses, du respect des droits des personnes et des peuples et des efforts de concertation internationale. La paix n'est pas au bout du fusil et une alternative durable ne peut jamais être imposée de l'extérieur. La

majorité des Canadiennes et Canadiens l'ont bien compris. Le dernier sondage publié dans le journal torontois *Globe and Mail* du 17 janvier le confirme : 58% d'entre eux n'appuient pas l'intervention militaire canadienne en Afghanistan et au Québec, le pourcentage s'élève à 71%. L'EMI a aussi exprimé à plusieurs reprises son désaccord avec le changement majeur de la politique étrangère canadienne officialisée en 2005 dans le nouvel Énoncé de politique internationale du gouvernement Martin et son approche des 3D liant la diplomatie et le développement à la défense, ce qui signifie concrètement que la distribution de l'aide est de plus en plus liée aux intérêts stratégiques et militaires du Canada. En fait l'aide canadienne en Afghanistan, le volume des dépenses militaires étant dix (10) fois supérieur à l'aide publique au développement.

Le Canada s'enlise en Afghanistan, porte d'entrée de l'Asie centrale riche en pétrole et en gaz naturel et ce, au prix de la vie de milliers de victimes civiles afghanes et de celle de dizaines de militaires canadiens.

C'est au nom de la solidarité avec le peuple afghan que nous souhaitons

- le développement de liens directs avec des organismes de la société civile voués au respect des droits des Afghanes et Afghans et au développement de leur pays;
- une révision en profondeur de la politique étrangère canadienne axée sur la justice et le droit, l'abandon du virage sécuritaire de cette politique, le gel des budgets militaires et l'augmentation significative de l'aide;
- et un débat public sur les véritables enjeux de l'intervention militaire canadienne en Afghanistan.

Nous nous opposons à la guerre et à la militarisation comme manière de régler les conflits et, en conséquence, nous appelons au retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan et à la mise en place d'un programme de coopération qui respecte la souveraineté de ce pays et les immenses besoins du peuple afghan. Nous trouvons urgent que la décision politique du retrait des troupes canadiennes se prenne maintenant car le processus de leur repli risque d'être long, trop long.

- p.j. [Le choc du 11 septembre](#) – *L'EMI en bref* – numéro 20 – Octobre 2001
[Non à la guerre! Non au terrorisme](#) – *L'EMI en bref* – numéro 21 – Janvier 2002
[Les pacifistes se mobilisent](#) – *L'EMI en bref* – numéro 36 – Octobre 2005
[Le Canada en guerre](#) – *L'EMI en bref* – numéro 38 – Avril 2006
[Le Canada s'enlise en Afghanistan](#) – *L'EMI en bref* – numéro 40 – Octobre 2006
[Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan](#) – *L'EMI en bref* – numéro 41 – Janvier 2007